



Comité Européen de Coordination

# RAPPORT D'ACTIVITES 2011

## TABLE DES MATIERES

<b>AVANT-PROPOS</b>	2
<b>I. INTRODUCTION</b>	4
<b>II. OBJECTIFS DU CEC</b>	4
<b>III. PRESENTATION DU CEC</b>	5
<b>IV. LES PARTENAIRES DU CEC</b>	6
<b>V. METHODOLOGIE DE L'ACTION DU CEC</b>	15
<b>VI. ACTIVITES DU CEC</b>	16
<b>VII. LES INITIATIVES DU CEC EN 2011</b>	17
<b>A. PROJETS</b>	17
<b>A1. PROGRESS</b>	
A1a. Coach Inclusion	17
A1b. New Skills for New Jobs	18
A1c. Greenwishes	19
A1d. Précarité et droits sociaux	20
A1e. Jobseekers	21
<b>A2. PROGRAMME DAPHNE : POVEL</b>	21
<b>A3. PROJET "EUROLAB-MET"</b>	22
<b>B. SÉMINAIRES</b>	
Plus d'emplois et de meilleure qualité	22
<b>C. THINK-TANK CEC/CET</b>	23
<b>D. RÉUNION DE TRAVAIL</b>	24
<b>E. LES PLATEFORMES DU CEC</b>	24
<b>VIII. PERSPECTIVES DU CEC EN 2012</b>	25
<b>IX. EXPANSION DU CEC</b>	27

## AVANT-PROPOS

Le CEC veillera tout particulièrement dans les mois qui viennent et en particulier en 2012 et 2013 à s'assurer que le secteur associatif reste un acteur central dans les futurs projets européens.

Le futur budget du FSE prévoit qu'au moins 20% (16,8 milliards d'€) de l'ensemble de ses ressources soient affectés à la promotion de l'inclusion sociale et à la lutte contre la pauvreté.

Cette thématique soutiendra les priorités suivantes :

- σ l'inclusion active ;
- σ l'intégration des communautés marginalisées telles que les Roms, la lutte contre les discriminations fondées sur le sexe, la race l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle;
- σ l'amélioration de l'accès à des services abordables, durables et de qualité, y compris les soins de santé et les services sociaux d'intérêt général; la promotion de l'économie sociale et des entreprises sociales;
- σ des stratégies de développement local menées par les acteurs locaux.

Le CEC se réjouit de cette initiative car c'est la première fois depuis de très nombreuses années que la Commission européenne donne de nouvelles perspectives à la politique sociale européenne.

Par contre, les membres du CEC et de manière plus générale le secteur dit "associatif" doivent bien intégrer que pour bénéficier des futurs financements européens, il sera indispensable de travailler en partenariat.

Partenariats qui devraient être aussi efficaces que possible pour répondre en particulier au chômage et à l'inclusion active des jeunes, des femmes, des immigrés et des plus de 45 ans.

Ces partenariats devraient être constitués d'autorités publiques, d'entreprises, d'associations de partenaires sociaux et d'acteurs de l'enseignement. Il ne sera certes pas systématiquement nécessaire d'avoir l'ensemble de ces acteurs dans les projets européens, mais les projets devront démontrer qu'ils réunissent les partenaires nécessaires à la mise en place des dispositifs/parcours de formation et/ou d'insertion socioprofessionnelle des personnes marginalisées. Les projets devront proposer des initiatives favorisant le financement de ces dispositifs et parcours sans le recours, à termes, du soutien financier de la Commission.

Nous constatons déjà que le programme communautaire PROGRESS dont certains membres du CEC ont bénéficié au cours des dernières années devra, dans la plupart des cas, être porté par un partenaire public ou parapublic qui devra réellement

s'investir dans le projet déposé en partenariat avec des associations et/ou des partenaires sociaux, entreprises...

Il sera donc, à l'avenir, difficile pour une association de porter directement un projet comme ce fut le cas les années précédentes.

Une des pistes pourrait être d'imaginer des partenariats avec les pouvoirs publics notamment régionaux qui seraient "porteurs" du projet, la gestion étant entièrement déléguée à un partenaire associatif de la région.

Nous vous invitons à réfléchir à la manière dont vous envisagez vos futurs projets européens et nous développerons cette réflexion au cours des prochaines rencontres transnationales de notre réseau.

## **I. INTRODUCTION**

Le présent rapport du Comité Européen de Coordination (CEC) est consacré à l'année 2011. Le CEC est composé de 17 partenaires émanant de 13 pays de l'U.E. : ACFI-FIAS (Belgique – Wallonie, Bruxelles), AID (Belgique, Wallonie, Bruxelles), Fondazione Luigi CLERICI (Italie, Lombardie), PLIE Uni-Est (France- Rhône Alpes), Scuola Centrale Formazione (Italie), ProVocatie (Bucarest -Roumanie), Hope in the Community (U.K., Kent), Burger Service (Allemagne, Saarburg), Barka Foundation (Pologne, Poznan), European Consulting (Malte), FISSAAJ (Belgique Wallonie, Bruxelles), Fundacio Trinijove (Espagne, Barcelone), IDF (France, Corse), Agentura RRI (Slovaquie), L'Observatoire d'Economie Solidaire –OES - (Barcelone, Espagne), KEK (Grèce), KEMRVA (Hongrie).

Les membres du CEC représentent environ 750 structures telles que des entreprises d'insertion, des coopératives sociales, des centres de formation, des écoles professionnelles, des centres résidentiels, des entreprises de formation par le travail qui proposent des parcours de resocialisation, de formation et d'intégration sociale et professionnelle pour environ 60.000 jeunes et adultes qui sont pour la plupart éloignés du marché du travail.

## **II. OBJECTIFS DU CEC**

Le réseau européen du CEC a pour but de développer des partenariats européens entre des organismes ayant pour mission notamment à l'échelon régional :

- σ l'insertion sociale et professionnelle,
- σ la lutte contre l'exclusion,
- σ l'aide et l'intégration des personnes handicapées,
- σ l'égalité des chances,
- σ la formation et l'éducation tout au long de la vie,
- σ le développement durable via le développement de nouvelles filières de formations dans les métiers verts,
- σ le développement à l'intégration européenne,
- σ la promotion et la diffusion de bonnes pratiques,
- σ la promotion de l'information et de la formation plus particulièrement dans le cadre des objectifs définis par l'Union Européenne,
- σ la promotion de la formation continue auprès des différents partenaires du CEC.

### III. PRÉSENTATION DU CEC.

Des milliers de jeunes et d'adultes atteignent le terme de l'obligation scolaire sans diplôme ni qualification, sans perspective d'emploi et sans ressources. Au vu de la crise économique et financière qui touche les pays de l'Europe, les problématiques de l'emploi et de la compétitivité sont au cœur des préoccupations de l'U.E.

Aujourd'hui dans l'U.E. près de 23 millions de personnes sont sans emploi et 113 millions sont directement menacées de pauvreté et d'exclusion sociale.

Des difficultés sociales, économiques et familiales ou psychologiques, souvent cumulées les ont conduits à l'échec. Marginalisés ou en voie de l'être, tentés par la délinquance, mentalement fragilisés et socialement instables, ils n'ont accès, au mieux, qu'à un emploi précaire ou à de petits travaux occasionnels parfois clandestins et souvent sous-rémunérés.

Sans droit aux allocations de chômage, ils dépendent, quand ils peuvent l'obtenir, de l'aide sociale publique (qui risque de leur être retirée à la moindre entorse au règlement) ou de l'assistance privée.

Quelle démarche d'insertion sociale et professionnelle peuvent-ils tenter ? La société peut-elle leur offrir un dernier recours avant l'assistance à vie ou le risque d'être exclu du marché du travail et de la société.

C'est pour essayer de répondre positivement à ces questions que les fondateurs du Comité Européen de Coordination (CEC) ont lancé, dès 1982, leur initiative de créer le CEC afin de développer avec ses partenaires une réflexion permanente sur la dimension européenne de l'insertion socioprofessionnelle des publics en difficulté, et de développer entre les partenaires des échanges d'expériences, de personnel, de formateurs et de stagiaires.

Par ailleurs, afin de mieux répondre aux besoins du marché en matière de mise à l'emploi des publics en difficulté, le CEC multiplie les contacts avec les partenaires sociaux nationaux et européens et le secteur privé.

Enfin, le CEC veille à ce que l'égalité entre les femmes et les hommes soit une matière transversale à toutes les actions mises en œuvre.

Les partenaires du CEC développent de nombreuses initiatives qui prennent les formes les plus diverses dans le cadre d'entreprises de formation par le travail (EFT) et d'actions de formation liées à la création d'entreprises d'une ou deux personnes en Belgique, d'Entreprises d'Insertion (E.I.) en France et en Espagne, d'action de formations et de coopérative sociale en Italie, d'associations caritatives en Grande-Bretagne. Toutes ces initiatives ont pour objet de prendre en charge les jeunes en difficulté tout au long d'un parcours d'insertion qui peut se résumer en 4 phases : resocialisation, formation, insertion, accompagnement vers et dans le marché du travail.

Le CEC et ses membres s'attachent à relever le défi des compétences. La crise financière et économique que nous connaissons depuis fin 2008 provoque la perte de millions d'emplois en Europe. Le taux de chômage en janvier 2010 a atteint 10 % dans l'Union Européenne.

Il est donc essentiel de renforcer le capital humain et l'aptitude à l'emploi des personnes par l'amélioration de leurs compétences mais il est tout aussi nécessaire de garantir une meilleure concordance entre les compétences offertes et la demande du marché du travail.

#### **IV. LES PARTENAIRES DU CEC.**

Les partenaires du CEC s'efforcent de dispenser des formations de qualité en adéquation avec les besoins des entreprises et du marché du travail. Ceci demande à nos partenaires une forte flexibilité et une adaptation permanente à l'évolution du marché de l'emploi. C'est un des moyens essentiels pour fournir un métier aux personnes engagées dans un parcours d'insertion et surtout de les inscrire dans des emplois durables et de qualité.

##### ***ACFI-FIAS (WALLONIE-BRUXELLES, BELGIQUE)***

ACFI-FIAS (**A**ction **C**oordonnée de **F**ormation et d'**I**nsertion - **F**édération des **I**nitiatives et **A**ctions **S**ociales)

L'ACFI-FIAS est une fédération d'une quarantaine d'initiatives d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale en Wallonie et à Bruxelles. Les associations membres de l'ACFI-FIAS se donnent pour principale mission d'accompagner des personnes en difficulté face au marché du travail. Cet accompagnement se réalise au travers de diverses actions : formations, insertion sociale et professionnelle, suivi dans l'emploi, travail en entreprise d'économie sociale, accompagnement à la création d'entreprises.

Les centres de l'ACFI-FIAS offrent ainsi l'opportunité d'apprendre et de pratiquer un métier tout en permettant à leurs stagiaires de construire leur projet de vie (professionnel, familial, social...) de manière autonome et responsable. L'objectif de l'ACFI-FIAS est d'accroître les chances d'intégrations sociale et professionnelle d'adultes peu scolarisés exclus du marché du travail. Au travers de ses pratiques, l'ACFI-FIAS inscrit cet objectif dans une perspective d'émancipation et d'éducation permanente.

Les missions de l'ACFI-FIAS :

##### **REGROUPER**

L'ACFI-FIAS regroupe une quarantaine d'initiatives d'insertion socioprofessionnelle et d'économie sociale à Bruxelles et en Wallonie. C'est un réseau actif, énergique et militant.

### **DÉFENDRE ET REPRÉSENTER**

L'ACFI-FIAS assure une représentation active de ses membres auprès de nombreuses instances publiques et privées.

### **SOUTENIR ET CONSEILLER AU QUOTIDIEN**

Pour soutenir ses membres, l'ACFI-FIAS mène des actions d'étude, d'impulsion, de mise en œuvre et de développement d'initiatives centrées sur l'intérêt des personnes considérées comme actrices de changements sociaux.

### **COORDONNER**

L'ACFI-FIAS coordonne des actions communes, spécifiques et complémentaires aux actions de formation : promotion de l'égalité des chances, accompagnement à et dans l'emploi, développement de partenariats constructifs avec le monde de l'entreprise, développement d'échanges transnationaux

Pour en savoir plus : [www.acfi.be](http://www.acfi.be)

### **AID, (WALLONIE-BRUXELLES, BELGIQUE)**

Les premières initiatives "Actions Intégrées de Développement" (A.I.D.) sont nées en 1985 d'une démarche associative de solidarité à l'égard des personnes les plus en difficulté de notre société.

Les AID sont un des services du Mouvement Ouvrier Chrétien et sont organisées en un réseau regroupant trente-quatre associations membres en Wallonie et à Bruxelles, qui offre aujourd'hui à près de 1.500 personnes chaque année des possibilités d'avancer dans leur parcours pour l'insertion, par l'intermédiaire de la formation professionnelle. Au fil du temps, toutes sortes de liens se sont tissés, en l'amont et en l'aval, tant avec les services publics qu'avec les partenaires sociaux.

Le réseau AID accompagne la démarche d'insertion socioprofessionnelle de personnes de plus de 18 ans, peu ou pas qualifiées et qui sont en difficulté pour trouver un emploi.

L'offre des AID se déroule dans des groupes permettant des suivis individuels.

Les formations données permettent, soit d'accéder directement à un emploi, soit de se raccrocher à d'autres formations qui mèneront à l'obtention de diplômes ou de certificats reconnus sur le marché du travail. A cet égard, les AID peuvent se concevoir comme une étape dans un parcours.

Le réseau des AID prend en compte les discriminations culturelles, religieuses, philosophiques, touchant à l'âge, et a une action spécifique sur la discrimination vis-à-vis des femmes. C'est pourquoi le réseau AID opte pour une politique volontariste via un projet "Égalité des chances en faveur des femmes".



Les AID s'appuient sur des méthodes axées sur la démarche collective plutôt qu'individuelle, le vécu, la situation de vie, les souhaits des gens ; la volonté d'avancer au rythme des personnes afin d'éviter de nouvelles exclusions, la complémentarité entre l'apprentissage technique et l'apprentissage social, la création d'un conseil coopératif dans chaque centre en vue de permettre aux personnes de s'exprimer sur l'organisation de leur formation.

Pour en savoir plus : [www.aid-com.be](http://www.aid-com.be)

#### ***INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA FORMATION - IDF (CORSE, FRANCE)***

Cette association, créée en 1985 est un regroupement de centres de formation ayant pour objet général d'assurer la promotion professionnelle, sociale et culturelle via ses 100 salariés et 50 intervenants spécifiques sur l'ensemble de la Corse.

IDF est constitué de plusieurs départements : Pôle de lutte contre l'illettrisme, pôle tourisme, pôle tertiaire, pôle santé/social, pôle orientation/évaluation/insertion et pôle handicap.

L'association se propose en particulier :

- σ de mettre en œuvre des formations pour les entreprises, les syndicats, ainsi que pour les salariés, les chefs d'entreprises, les demandeurs d'emplois et les élus locaux porteurs d'initiatives,
- σ de diffuser et promouvoir par des actions de formation, les technologies nouvelles,
- σ d'organiser des stages pour les créateurs d'entreprises,
- σ de mettre en place des actions spécifiques pour promouvoir l'emploi féminin et favoriser l'insertion professionnelle et sociale des jeunes,
- σ d'assurer la formation d'animateurs et de formateurs.

Pour en savoir plus : [www.idf-corse.eu](http://www.idf-corse.eu)

#### ***FONDAZIONE LUIGI CLERICI (LOMBARDIE, ITALIE)***

Créée en 1972, la Fondation Luigi Clerici est un organisme travaillant dans le champ de la formation professionnelle, de l'aide à la mise au travail, de la formation continue des travailleurs, de la formation pour publics en difficulté. Ces activités sont réalisées au travers d'une quinzaine de centres opérant en Région Lombarde.

Pour développer ses activités la Fondation compte sur la collaboration des organismes locaux, entreprises, associations et entreprises artisanales opérant sur le territoire lombard.

La Fondation propose notamment des activités de formation aidant au processus de reconversion industrielle.

L'offre de formation de la Fondation est plus qu'une simple offre de formation. La Fondation veille à la réalisation personnelle et sociale de l'intéressé. Le travail est considéré comme une des dimensions centrales dans la vie de l'homme et comme un facteur de croissance personnelle.

Les formateurs des différents centres proposent de fournir les moyens d'une évolution personnelle. Les activités sont divisées en trois secteurs : aide à la mise au travail pour les jeunes (jeunes diplômés), formation continue pour les travailleurs, formation pour publics en difficulté (handicapés, immigrés...)

Les activités réalisées dans les centres le sont principalement dans les domaines suivants : nouvelles technologies (langage web, web designer...), industrie/production (industrie mécanique, électrique et métallurgique), administration (secrétariat général, de direction, production et comptabilité). Et aussi : approfondissement des langues étrangères, cours d'esthétique, coiffure, assistance sanitaire, restauration collective, pâtisserie, photographie, sécurité au travail....

Pour en savoir plus : [www.clerici.lombardia.it](http://www.clerici.lombardia.it)

#### ***SCUOLA CENTRALE FORMAZIONE – SCF (ITALIE)***

La SCF est un organisme national de formation, sans but lucratif, reconnu depuis 15 ans par le Ministère du Travail Italien. La SCF rassemble 35 partenaires répartis dans 12 régions, elle regroupe au total 90 centres de formation professionnelle et 2000 travailleurs dispensant plus de 9 millions d'heures de formation par an.

Son but est la préservation d'un contexte favorable à l'échange de bonnes pratiques entre des membres toujours plus nombreux. Cet échange permet notamment de proposer des réponses efficaces aux problématiques socioprofessionnelles.

Afin de poursuivre cet objectif, elle organise et appuie des actions de formation. Elle propose également des services pour rendre l'offre de formation de ses partenaires toujours plus compétitive et adéquate aux besoins des bénéficiaires.

Ces formations sont des formations initiales, continues et/ou tout au long de la vie qui ciblent plus particulièrement :

La formation des jeunes ;

L'insertion des personnes en difficulté et des personnes handicapées sur le marché du travail.

Pour en savoir plus : [www.scformazione.it](http://www.scformazione.it)

### ***HOPE IN THE COMMUNITY (KENT, U.K.)***

Hope In The Community est une association à but non lucratif créée afin d'apporter un soutien aux volontaires souhaitant s'engager dans des projets d'insertion socioprofessionnelle. Leur aide s'étend de la consultation à l'encadrement de projets, du structurel à l'aide administrative et de l'information sur les fonds européens à la mise en œuvre de projets.

Le but de HITC est de permettre à ses partenaires de développer des projets durables en utilisant les bonnes pratiques de chacun.

Pour en savoir plus : [www.hitc.org.uk](http://www.hitc.org.uk)

### ***PROVOCATIE (ROUMANIE)***

Organisation non gouvernementale créée en 2002, qui a fondé le premier centre d'évaluation des compétences pour les métiers dans le domaine social en Roumanie.

Mission : Faciliter l'accès à la certification des compétences du personnel actif dans le domaine social, obtenues de manière informelle, afin de diversifier les opportunités de carrière professionnelle.

Objectif : Après l'évaluation des candidats, C.R.F.P.S. PRO VOCATIE délivre les certificats qualification qui certifient les compétences selon les normes professionnelles.

Pour en savoir plus : [www.provocatie.ro](http://www.provocatie.ro)

### ***BÜRGER SERVICE (ALLEMAGNE)***

Bürgerservice (BS) créée en 1993 est une société d'emploi à but non lucratif dont l'objectif est la réintégration des personnes marginalisées dans le milieu du travail. Pour arriver à cet objectif, BS s'oriente d'une part vers les offres d'emploi du marché général et offre aux participants diverses qualifications de base dans les domaines de l'utilisation de machines du secteur de la construction, du bûcheronnage, du conditionnement de bois de chauffage pour les particuliers, permis engin génie civil, permis de conduire, complément d'acquis scolaires, cours d'informatique, cours qualifiants dans les domaines du bois, de la peinture, du métal, de l'aménagement de jardin, de la construction, de la gastronomie, du commerce, citadin ou rural.

De plus, BS est reconnue comme entreprise d'intégration depuis août 2001. BS est donc tenue d'occuper au moins 25% de personnes handicapées. BS offre ainsi une contribution à l'emploi à long terme à un public ayant des difficultés à entrer sur le marché du travail.

BS emploie en ce moment environ 300 salariés en insertion, 34 stagiaires et 61 personnes handicapées à Trier mais aussi dans d'autres sites de l'arrondissement de Trier-Saarburg.

L'association prend en charge 500 personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle.

Pour en savoir plus : [www.bues-trier.de](http://www.bues-trier.de)

### ***BARKA FOUNDATION (POLOGNE)***

L'objectif de l'ONG Barka Foundation est de créer les conditions permettant de mettre en place, pour ces personnes marginalisées, un parcours de formation professionnelle adéquat.

La Fondation Barka a été créée en réponse à des problèmes sociaux.

Le but de la fondation est de donner aux groupes les plus faibles la possibilité de reconstruire leur vie, en leur donnant une qualification professionnelle, une mise à niveau pour pouvoir s'insérer dans la nouvelle réalité socio-économique.

BARKA participe au développement social des groupes exclus, leur donne les moyens de reconstruire leur vie en créant un système mutuel d'aide, d'éducation et d'esprit d'entreprises. La Fondation touche environ 5000 personnes par an.

Barka désirerait implanter ce système dans toute la Pologne et dans les pays en voie de développement.

Barka crée des écoles d'animation sociale basées sur les expériences et la connaissance des personnes ayant surmonté les difficultés de la vie et qui peuvent donc transmettre leur connaissance des mécanismes de développement, du combat contre l'exclusion sociale, dans les diverses régions de la Pologne et de l'Europe, d'une manière professionnelle ;

La nouvelle loi concernant l'emploi social et le projet de loi sur les coopératives sociales permettent de donner l'aide financière légale pour le développement de ces programmes en Pologne.

Pour en savoir plus : [www.barka.org.pl](http://www.barka.org.pl)

### **EUROPEAN CONSULTING LTD (MALTE)**

EUROPEAN CONSULTING LTD (EC Ltd) a pour objet de fournir à des entités et entreprises publiques et privées situées à Malte les services suivants :

- σ Cours et formations pour les personnes sans emploi, les indépendants et des compléments de formation pour les salariés afin d'améliorer leurs qualifications,
- σ Financements européens via le dépôt de projet,
- σ Développement de projet en lien avec les NTIC,
- σ Promotion de la commercialisation et de la valeur ajoutée des produits de l'agriculture et de l'artisanat maltais
- σ Réalisation d'études en matière d'environnement et l'impact de celui-ci sur le développement durable,
- σ Services en matière de santé et de sécurité sur le lieu de travail.

Pour en savoir plus : [www.europeanconsulting-mt.eu](http://www.europeanconsulting-mt.eu)

### **ARGENTURA, RRI (KOSICE, SLOVAQUIE)**

Est un organisme privé créé en mai 2005. ; Son objectif est de proposer aux clients :

- σ des études de marché et de faisabilité,
- σ des conseils pour les entreprises,
- σ gestion, traduction et interprétariat pour les projets européens,
- σ formation en communication, vente, marketing, gestion du personnel,
- σ projets de coopération décentralisée et développement durable,
- σ évaluation des projets.

Argentúra a déjà pris part à différents projets européens

### **FISSAAJ (WALLONIE- BRUXELLES, BELGIQUE).**

La Fédération des Institutions et Services Spécialisés d'Aide aux Adultes et Aux Jeunes est une Fédération qui se divise en deux secteurs : l'aide à la jeunesse et l'aide à la personne handicapée. La Fissaaj compte 338 affiliés employant plus de 6.000 personnes.

La Fissaaj a pour objet de promouvoir, soutenir et défendre les services mis en place auprès des personnes physiquement, psychiquement ou mentalement handicapées ou socialement en difficulté dont les objets sont :

- σ La promotion des projets des services associés dont les objectifs et la psychopédagogie visent à assurer aux bénéficiaires l'épanouissement et

l'insertion sociale et/ou familiale excluant toute pratique professionnelle s'inscrivant dans un contexte prioritairement sécuritaire ou répressif.

- σ La défense et la promotion des intérêts légitimes de ces services associés afin de leur permettre d'accomplir leurs tâches dans les meilleures conditions, tant au point de vue des bénéficiaires que du personnel engagé.
- σ L'orientation de sa politique et de son dynamisme dans le respect des Droits de l'Homme

Pour en savoir plus : [www.fissaaj.be](http://www.fissaaj.be)

#### ***FUNDACIÓ PRIVADA TRINIJOVE (BARCELONE, ESPAGNE)***

En 1985 Trinijove commence ses activités dans le domaine de la formation et de l'insertion pour des personnes en risque d'exclusion. Tous les services sont gratuits et tendent à favoriser l'autonomie des individus. Des formations sont données dans les domaines du jardinage, de la confection industrielle, de l'informatique, de la cuisine, de l'hôtellerie, de la soudure. Trinijove prend part à des projets catalans, espagnols et aussi européens.

La fondation travaille en collaboration avec les entreprises et les services publics intéressés par l'insertion des personnes en difficulté. En 2004, la fondation a créé un « centre spécial de travail » pour répondre aux besoins de personnes souffrant d'une invalidité mentale ou physique. Les activités de ce centre sont principalement le jardinage et la gestion des déchets.

Pour en savoir plus : <http://www.trinijove.org>

#### ***OBSERVATORIO DE ECONOMÍA SOLIDARIA – OES – (BARCELONE, ESPAGNE)***

L'« Observatorio de Economía Solidaria » est une association sans but lucratif qui a pour but l'étude, la recherche et la promotion de l'économie solidaire comme modèle de développement économique se basant sur le respect de la personne, avec une perspective de développement durable et comme moyen de cohésion sociale.

L'objectif principal de l'association est d'approfondir l'étude et la recherche de l'économie solidaire et de promouvoir des activités pour son développement et son application sur le territoire.

L'OES agit en synergie avec :

- σ Les universités,
- σ Les entreprises,
- σ Les organismes sociaux

Pour en savoir plus : [www.oesolidaria.org/](http://www.oesolidaria.org/)

### **UNI-EST (LYON, FRANCE)**

L'association Uni-Est est porteuse du PLIE de l'est lyonnais (Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi) depuis 1993 et du CTEF (Contrat Territorial Emploi Formation) de l'Est Lyonnais depuis 2006. Uni-Est favorise la mise en cohérence des politiques publiques d'insertion et d'emploi au bénéfice des publics en difficulté d'insertion professionnelle. Pour cela, elle développe des actions innovantes, anime un réseau de partenaires divers et intervient en appui-conseil auprès des partenaires associatifs et des collectivités locales.

Son principal objectif est d'aider les demandeurs d'emploi en difficulté à trouver un emploi durable à travers notamment des actions de formations ciblées, des mises en situation de travail, des actions favorisant la mobilité et facilitant la garde d'enfants.

Dans ce but, elle veille à ce que son action s'articule avec celle des autres acteurs du territoire et notamment du monde économique afin de répondre au projet commun de développement local.

Pour en savoir plus : <http://www.plie-uni-est.org/>

### **TECHNIKI EKPEDEFTIKI -KEK (GRÈCE)**

Le Centre de Formation Professionnelle TECHNIKI EKPEDEFTIKI (Formation Technique) a été créé à Athènes en 1994 et labellisé Centre de Formation Professionnelle en 1998 par le Ministère grec du Travail et des Affaires sociales.

Il est l'un des plus importants organismes privés de conseil et d'éducation de Grèce et il dispose d'antennes régionales à Salonique, Jannina, Héraklion, Samos et Limnos. Ses principales activités sont :

- σ la formation et les actions dans le domaine de la formation technique, de l'environnement, de l'agriculture, de l'industrie touristique et autres services,
- σ la conduite de travaux de recherche et d'études,
- σ le développement d'outils méthodologiques et d'évaluation,
- σ la participation à des projets de coopération européenne.

A ce jour, le Centre de Formation a développé des formations et des actions en faveur de plus de 4000 chômeurs et employés du secteur privé, ainsi que des formations destinées aux groupes sociaux défavorisés ou en voie d'exclusion.

Il a participé à plusieurs projets de coopération européenne visant la formation professionnelle technique des adultes (GRUNDTVIG, EQUAL). Il est membre du réseau européen ARCHI-MED qui soutient la formation des adultes et emploie plus de 90 employés permanents (personnel administratif, scientifiques, psychologues) et dispose d'un réseau de plus de 1000 formateurs et enseignants provenant du secteur public ou privé.

Pour en savoir plus : [www.techniki-ekg.gr](http://www.techniki-ekg.gr)

### **KEM-RVA (HONGRIE)**

KEM-RVA est une fondation créée en 1992 par une trentaine d'organisations ayant pour objet d'aider au développement économique de la région de Komarom (Nord-Ouest de la Hongrie) assurant la promotion de nouvelles entreprises ou d'entreprises déjà existantes. KEM-RVA favorise, par l'octroi de micro-crédits et d'outils de gestion, la création d'entreprises pour des publics marginalisés.

KEM-RVA a déjà participé à des projets INTERREG et GRUNDTVIG.

Pour en savoir plus : [www.kem-hvk.hu](http://www.kem-hvk.hu)

### **V. MÉTHODOLOGIE DE L'ACTION DU CEC.**

Les méthodes de formation et de guidance pratiquées dans les organisations partenaires du CEC peuvent se résumer comme suit :

- σ une évaluation individuelle des aspirations et des aptitudes de chaque intéressé permettant la mise au point d'un programme personnalisé de formation et d'insertion,
- σ l'alternance d'activités de formation en petits groupes de travail en entreprise,
- σ l'acquisition d'aptitudes professionnelles par des ateliers techniques,
- σ la formation sociale et administrative par une meilleure maîtrise du raisonnement ainsi que de l'expression orale ou écrite,
- σ l'accompagnement individuel, psychologique et social,
- σ la familiarisation avec les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication,
- σ les stages en entreprise,
- σ une procédure de reconnaissance des évaluations et des acquis,
- σ l'accompagnement économique et social des personnes souhaitant créer leur propre emploi,
- σ des partenariats avec le monde économique en vue d'une harmonisation de l'offre et de la demande en matière d'insertion socioprofessionnelle de publics en difficulté,
- σ l'accompagnement vers et dans l'emploi (Job Coaching, Assesment, Tutorat) des groupes à risques,
- σ la reconnaissance et la validation par les autorités publiques des processus de formation mis en place par le secteur associatif.



## VI. ACTIVITÉS DU CEC.

Les activités du Comité Européen de Coordination et de son secrétariat poursuivent pour l'essentiel les objectifs suivants :

- σ Liaisons entre les membres du CEC : contacts réguliers avec les organisations membres, soit à leur siège, soit à Bruxelles,
- σ Liaison avec les services de la Commission pour les organisations membres du CEC (rendez-vous, préparation des dossiers, suivi des dossiers). Le CEC accompagne ses membres aux réunions avec les services de la Commission et en assure le suivi,
- σ Développement de projets communs à plusieurs membres du CEC, notamment dans le cadre des différents programmes communautaires de la Commission,
- σ Séminaires de réflexion sur des thèmes communautaires européens,
- σ Veille informationnelle permanente sur les appels à projets et les initiatives de la Commission,
- σ Rôle de coupole européenne demandé par la Commission au regard des initiatives communautaires, de plus en plus nombreuses, exigeant la participation de plusieurs pays pour être éligibles, et prise en charge du travail administratif de coordination vis-à-vis des services de la Commission, ainsi que les réunions entre partenaires concernés pour l'élaboration des dossiers,
- σ Lobbying auprès des Institutions européennes pour faire reconnaître le secteur de l'Economie sociale dans l'U.E.,
- σ Etudes réalisées avec la collaboration des partenaires du CEC,
- σ Contacts avec les partenaires sociaux européens (syndicats, employeurs) en vue de l'intégration de publics en difficulté sur le marché de l'emploi,
- σ Développement de réflexions interactives entre les partenaires du CEC (ex. : protection sociale et emploi, Stratégie Europe 2020 – Programme d'Education et de Formation tout au long de la vie...) et élaboration de propositions soumises aux instances européennes.
- σ Participation au Think Tank CEC-CET consacrée à la politique sociale européenne.

## VII. LES INITIATIVES DU CEC EN 2011.

### A. PROJETS

A 1. **PROGRESS** est le programme de l'Union européenne pour l'emploi et la solidarité sociale. Il a été créé en vue de soutenir financièrement la mise en œuvre des objectifs de l'Union européenne dans les domaines de l'emploi, des affaires sociales et de l'égalité des chances, tels qu'ils sont décrits dans l'Agenda Social. Il contribue également à la réalisation de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi.

A 1a. **Progress « COACH INCLUSION »** - (Durée du projet : 01.01.10 au 31.12.11)

**Partenaires** : ACFI (Promoteur), Ville de Namur et CEC (Belgique), Fundacio Trinijove, Municipalité de Barcelone, District de Sant Andreu et soutien de la Région Catalane (Espagne), PLIE Uni-Est de l'Est Lyonnais, Département du Rhône (France), l'Agence Régionale d'Innovation de Kosice, le Bureau pour l'emploi, les affaires sociales et la famille de Namestovo (Slovaquie), Scuola Centrale Formazione, Villaggio del Ragazzo de Chiavari et la Province de Gênes (Italie), Pro Vocatie et la Direction Générale de l'assistance sociale et de protection de l'enfance du District 2 de Bucarest (Roumanie).

**Objectifs** : Définir une nouvelle méthodologie et une nouvelle pédagogie au regard de l'inclusion sociale active des personnes exclues du marché du travail.

Le projet vise, qu'après une phase de resocialisation et de formation, les personnes à la recherche d'un emploi soient accompagnées à leur demande dans leurs démarches et dans l'adaptation au milieu du travail dans un rapport personnalisé avec un jobcoach qui aura été en contact avec la personne concernée dès sa phase de resocialisation.

Un testing de la méthodologie d'accompagnement sur un groupe cible de 40 personnes a été expérimenté de juin 2010 à septembre 2011 par chaque partenaire associatif en lien avec leurs partenaires publics.

Le taux d'insertion par pays au 15 mars 2011 est supérieur ou égal à l'objectif de 60% fixé à l'entame du projet pour tous les pays à l'exception de la Slovaquie (42,5%). Au total, le taux d'insertion sur les 236 personnes coachés est de 63%, alors qu'il n'est que de 39% sans Jobcoaching.

L'évaluation du projet a permis de démontrer :

- σ les bons résultats de la méthode de Jobcoaching, malgré le contexte de la crise économique,
- σ que les contrats obtenus sont principalement des contrats temporaires (76%),

- σ que la proportion entre contrats à temps plein et contrats à temps partiel est plus ou moins identique.

De manière générale, la perception des partenaires à l'égard de la méthode du jobcoaching est positive sur plusieurs aspects, notamment :

- σ La situation de l'accompagnement provoquée par la méthode, à la fois pour le coaché et le coach,
- σ Le deuxième atout majeur concerne la nature de la relation induite par la méthode qui permet de distinguer le Jobcoaching d'un accompagnement classique sur différents points (focalisation sur des objectifs qualitatifs plutôt que quantitatifs, suivi dans l'emploi augmentant les chances de réussite de la mise au travail...).

Un site web reprenant tous les documents et outils du projet a été mis en place.

Plus d'info : [www.coachinclusion.eu](http://www.coachinclusion.eu)

**A 1b PROGRESS New Skills for New Jobs in Health Care and Social Work Sectors.** (Durée du projet : 02.03.10 au 01.03.11)

**Partenaires** : Fondazione Luigi Clerici (promoteur), Provincia di Milano (Italie), Comité Européen de Coordination, Actions Intégrées de Développement, Enseignement de Promotion Sociale – Centre de Formation culturelle et sociale (Belgique), ProVocatie, Municipiul Bucuresti (Romania), Uni Est PLIE, Institut pour le Développement de la Formation – IDF, Ville de St Priest, Communauté de Communes de Nebbiu (France), Fundacio Privada Trinijove, Ajuntamente de Barcelona (Espagne).

**Objectifs** : sélectionner et analyser des bonnes pratiques mises en place dans 5 états membres, ainsi que les approches et procédures partagées et transposables afin de procéder à l'innovation et à la mise à jour constante des profils professionnels et des parcours de formation dans le secteur de l'aide à la personne (aide soignante, aide familiale, garde d'enfants).

Le projet s'est déroulé en trois phases :

- σ Une première phase qui a permis d'analyser les contenus de formation considérés comme innovants dans le contexte de la Communication de la Commission « Nouvelles compétences pour de nouveaux emplois » et en particulier en démontrant la présence de compétences transversales (sociales, relationnelles, de communication, d'autogestion...)
- σ Une seconde phase dans laquelle les partenaires ont sélectionné une quinzaine de bonnes pratiques en vue d'identifier les profils professionnels

adaptables dans les 5 pays participant au projet pour individualiser les compétences innovantes à ajouter aux profils existants dans le parcours de formation.

- σ Enfin la mise en place d'une plateforme pour l'innovation qui est une mise en commun par les partenaires des parcours de formation et des compétences professionnelles requis, actuels et futurs, pour exercer les métiers de l'aide à la personne. Cette plateforme assure ainsi une pérennisation des conclusions du projet « New Skills for New Jobs ».

Les résultats finaux du projet sont disponibles sur le site :

<http://ief-aidealapersonne.eu/ief>

A 1c. **PROGRESS Greenwishes** (Durée du projet : 26.02.10 au 26.02.11)

**Partenaires** : AID (Promoteur), FOREM, CEC (Belgique), Fundacio Trinijove (Espagne), IDF, Communauté de Communes de Nebbiu (France), Hope in the Community, Meadway Council (Grande-Bretagne), Scuola Centrale Formazione, Province de Trieste (Italie).

**Objectifs** : sur base d'expériences de terrain, comparaison des méthodologies de création d'entreprises d'économie sociale, mise en place de cycles de formation/modules pour des personnes peu qualifiées, sensibilisation des parties prenantes aux métiers verts.

Les résultats du projet sont, au niveau des formations ;

- σ La mise en place de référentiels de compétences reprenant les activités clés des métiers de l'éco construction et en particulier l'isolation et les toitures vertes,
- σ L'adaptation de référentiels de formation de la performance énergétique des bâtiments incluant la dimension législative,
- σ La création de modules de formation à la mise en œuvre de la performance énergétique des bâtiments (isolation des murs intérieurs et extérieurs, isolation toiture, pose de panneaux photovoltaïques,
- σ Assemblage et maintenance d'éoliennes.

Les résultats du projet sont, au niveau des entreprises sociales :

- σ Création en Corse d'une coopérative (Petra Patrimonia) et d'un réseau national de coopératives (Coop Eco Patrimoine) dédiée aux métiers liés à la restauration et à la valorisation du patrimoine bâti et paysager ainsi qu'à l'éco construction et à l'environnement,

- Création à Bolzano (Italie) de l'Agence Casa Clima qui propose des actions d'information et de sensibilisation pour la certification énergétique des bâtiments,
- Pour la sensibilisation, notre partenaire britannique HITC a créé 6 brochures d'information et de sensibilisation vulgarisées à destination de personnes défavorisées autour de la question d'économie d'énergie et sur la façon de réaliser des économies à moindre coût,
- Création d'un DVD et parution d'une Newsletter de synthèse du projet ainsi que plusieurs articles de presse parus en France et en Belgique.

A 1d. **PROGRESS "Précarité et droits sociaux"** (Durée du projet : 01.01.11 au 30.03.12)

**Progress : Projet pilote : « Précarité et Droits sociaux »** porté par le Plie Uni Est. Ce projet a pour objectif de mieux appréhender la précarité de l'emploi dans les secteurs de l'aide à la personne et du tourisme Hôtellerie-restauration et son rôle dans le fonctionnement du marché du travail, de mieux connaître les mesures récemment adoptées dans les Etats Membres pour renforcer les droits sociaux des travailleurs et enfin d'encourager l'échange d'information et le partage de bonnes pratiques. Les partenaires de ce projet sont : Uni Est, Centre de recherche de la CGT, CCAS de Décines (France), ACFI, les Mutualités Chrétiennes, Proximité Santé et le CEC (Belgique), OES, les syndicats UTDC et USO (Espagne).

Un des constats du projet est qu'il existe d'énormes carences pour certaines catégories de travailleurs qui sont souvent dues à des pratiques permettant de réaliser des transactions de gré à gré entre prestataires de services et utilisateurs. Cette situation place le travailleur dans une situation des plus nébuleuses en termes de cadre de travail, juridique et de protection sociale.

Un autre constat est de souligner que l'intérim est un pourvoyeur important d'emplois, en particulier dans le secteur des aides ménagères mais leur pratique de minimisation des coûts au détriment de la qualité des emplois offerts rendus aussi flexibles que possible, engendre une précarité de l'emploi.

Des initiatives telles que l'intérim d'insertion permettent de concilier les aspects économiques et sociaux de la personne. Les résultats du projet font apparaître nettement que lorsque les travailleurs qui sont des personnes éloignées du marché du travail rentrent dans un dispositif de triangulation de la relation de service, la qualité de l'emploi et de l'encadrement du salarié est meilleure.

Les performances des organisations ayant une mission d'insertion sont presque toujours meilleures en termes d'accompagnement des travailleurs et au type de contrats offerts par rapport aux entreprises privées à but lucratif ou au système de gré à gré.

Les partenaires sociaux et les syndicats en particulier ont ici un rôle essentiel à jouer pour permettre à ces opérateurs ayant une mission d'insertion sociale de pouvoir bénéficier de moyens financiers structurels afin de pérenniser leurs actions. Ces moyens pourraient être la poursuite de l'amélioration de l'exonération des charges professionnelles, le prolongement des mesures d'aides à l'emploi sur du plus long terme, la consolidation de la concertation patronale et syndicale... Ces points seront débattus lors du séminaire final de projet, le 5 mars 2012.

**A 1e. PROGRESS "Jobseekers, Jeunesse en mouvement"** (Durée du projet : 08.11 au 07.12)

Ce projet a pour but de présenter des exemples concrets permettant aux jeunes demandeurs d'emplois (15 à 29 ans) d'améliorer leurs compétences en leur proposant une série de services publics et privés répondant aux besoins du marché du travail et en particulier les emplois disponibles dans les différentes régions participant au projet.

Les activités du projet :

- σ Améliorer la qualité, la disponibilité et l'accessibilité de l'information proposée par les services publics et privés de l'emploi pour les jeunes en recherche d'un premier emploi,
- σ Proposer des services d'information, outils pratiques (online ou off line) déjà mises en place par la Cité des Métiers à Paris,
- σ Informer et former les jeunes chercheurs d'emploi en leur proposant des outils pour améliorer leur recherche d'emploi,
- σ Améliorer les compétences des personnes des services de l'emploi pour aider ces jeunes à décrocher un premier emploi.

Les partenaires du projet sont :

La Province de Milan (promoteur), la Fondazione Luigi Clerici, la Cité des Métiers de Milan, le Centre Italien pour la Responsabilité Sociale (I), La Cité des Sciences et de l'Industrie, Département Cité des Métiers (F), Bic Spisska Nova Ves, Autorité publique pour l'Emploi et la Famille d'Urad Prace (Sk), Pro Vocation, Municipalité de Bucarest secteur 2 (Ro) et le CEC en charge de l'évaluation du projet.

**A2. Programme Daphne : Projet POVEL** (Période : février 2011 à janvier 2013)

Le projet a pour objet d'une part d'offrir aux adolescents (14-18 ans) des outils pédagogiques et formatifs pour se protéger d'agresseurs potentiels et d'autre part d'apprendre à ces jeunes à développer un comportement positif afin qu'ils ne deviennent pas à leur tour agresseurs.

Les partenaires développent des outils sur les thèmes suivants : violence dans les médias, violence entre jeunes, violence liée à l'abus de drogue ou d'alcool. Ceux-ci seront disponibles en juin 2012 et seront diffusés à l'ensemble des membres du CEC.

Partenaires du projet : Scuola Centrale Formazione (Promoteur), Région de Ravenne (I), Trinijove (E), FISSAAJ et CEC (B), IDF (F).

### **A3. Projet Union-Romania's partnership and exchange laboratory "Eurolab-Met"**

Le CEC collabore depuis septembre 2011 avec la Patriarchie Roumaine (Institut représentant l'église orthodoxe en Roumanie) à l'élaboration d'un projet qui sera déposé au cours du second semestre 2012 dans le cadre de l'appel à projets AXE 6.4. "Initiative transnationale d'inclusion sociale" du Fonds Social Européen.

Le projet a pour but de développer des partenariats transnationaux afin de favoriser l'échange de bonnes pratiques en matière d'expériences sociales permettant l'intégration sociale et professionnelle de publics éloignés du marché du travail.

## **B. SÉMINAIRES**

### **"Plus d'emplois et de meilleure qualité : mise en œuvre de la stratégie 2010-2020 – CET – EZA**

Ce colloque organisé par le Centre Européen du Travail (CET) de Namur et l'EZA en collaboration avec le CEC, avec le soutien de la Commission européenne (DG Emploi, Affaires Sociales et Inclusion), s'est tenu le 16 juin 2010 à Namur. Cette journée a permis d'évoquer avec plusieurs membres de l'UE la problématique de l'emploi en Europe.

Ronald Janssen, conseiller à la Confédération Européenne des Syndicats (CES) a présenté une analyse macro-économique de l'emploi en lien avec la stratégie 2010-2020.

Il a souligné qu'une monnaie unique nécessite une certaine coordination des politiques économiques de la zone euro.

La crise financière montre ce qui se passe (Grèce, Irlande...) si ces règles de coordination politique monétaire ne sont pas respectées.

Ce que proposent la Commission et le Conseil en ce qui concerne la gouvernance économique européenne est inacceptable du point de vue de la CES parce que cela détruit l'Europe sociale en intervenant radicalement sur les salaires sans être en mesure de sauver l'Euro.

La CES estime que la crise que nous connaissons actuellement n'est pas une crise de compétitivité mais bien une crise du surendettement. Il faut absolument éviter que l'Europe intervienne dans la détermination des salaires.

Au cours du séminaire des expériences venant d'Italie, d'Espagne et de Hongrie ont illustré la prise en charge des publics marginalisés par les mouvements associatifs leur permettant de s'insérer sur le marché du travail. Ces expériences ont montré l'importance, au niveau régional, de la coopération entre pouvoir publics et secteur associatifs dans la mise en œuvre des dispositifs facilitant l'insertion socioprofessionnelle de ces publics.

Dans cette perspective, le prochain règlement du FSE devrait favoriser les partenariats entre les pouvoirs publics et les mouvements associatifs.

Le débat de l'après-midi entre les représentants de la CES et de Business Europe concernait la stratégie européenne 2020. Business Europe y est plutôt favorable mais il faut un engagement concret des partenaires politiques et sociaux.

Business Europe souligne que la Commission devrait mettre plus de pression sur les E.M. pour qu'ils suppriment les barrières qui existent sur le marché du travail et non pas de lancer des initiatives dispersées comme elle le fait actuellement.

La CES est plus critique que les employeurs concernant la stratégie 2020 mais s'impliquera dans les objectifs micro et macro-économiques permettant de combattre la crise et encourage la solidarité intergénérationnelle.

Elle encourage également la promotion du triangle de la connaissance, l'éducation, la recherche, l'innovation et à ce sujet il y a un accord réalisé en 2010 sur l'inclusion sociale proposant un programme individuel de développement des compétences.

La CES veut un marché du travail moderne avec des systèmes de protection sociale qui doivent être durables et un accès au service public efficace et de qualité.

### **C. THINK-TANK CET/CEC**

En mars 2011 a été constitué à Bruxelles un Think-Tank auquel participent Jean Degimbe, Jean Lapeyre (vice-président du CEC), Edouard Descampe (Président de l'Acfi), de hauts fonctionnaires belges et européens et des dirigeants syndicaux.

Ce Think-tank est apolitique afin de pouvoir être en contact avec des parlementaires européens de différentes sensibilités : démocratie chrétienne, socialistes et Verts. L'objectif du Think-tank est de suivre l'évolution des dossiers européens en fonction des propositions de la Commission et notamment dans les domaines socio-économique et de la santé.



Au cours d'une première réunion de travail, il a été proposé pour l'exercice 2011-2012 :

- σ Suivi des propositions de la Commission dans le domaine de la stratégie 2014-2020 et des propositions de réformes du Fonds Social Européen,
- σ A la lumière de ces analyses, établissement de mémos et de propositions de questions écrites pour les parlementaires européens,
- σ Etudier de façon approfondie la thématique "pauvreté/précarité" (établissement d'un dossier et peut-être d'un séminaire).
- σ Les membres du CEC seront invités à communiquer au think-tank les questions de portée européenne qu'ils souhaiteraient voir étudiées.
- σ Une liste de parlementaires européens avec lesquels les partenaires du CEC seront en contact sera établie dans le courant du 1<sup>ier</sup> semestre 2012.

#### **D. RÉUNION TRANSNATIONALE ORGANISÉE À NAMUR LE 23 NOVEMBRE 2011 PAR LE CEC**

La réunion a permis de présenter l'ensemble du programme Education et Formation tout au long de la vie et en particulier les Programmes Leonardo Da Vinci et Grundtvig. Les partenaires se sont mis d'accord pour élaborer une demi douzaine de projets Leonardo Transfert d'Innovation ainsi que des projets de Mobilité Leonardo et Grundtvig et des projets de partenariats Educatifs Grundtvig.

Les membres du CEC soulignent l'importance de ces réunions d'information et de préparation des futurs projets européens et souhaitent que l'on organise au moins deux réunions de ce type par an.

#### **E. LES PLATEFORMES DU CEC**

Afin de faciliter et de consolider les rapports entre membres effectifs, membres adhérents et membres correspondants du CEC, un ou plusieurs membres effectifs du CEC pourront organiser un regroupement du CEC qui aurait pour objet d'étudier et développer une thématique spécifique régionale aussi liée à un territoire régional spécifique.

Ce groupement prendrait le nom de « Plateforme du CEC ». Ces plateformes placées sous la responsabilité d'un membre effectif, désigné par le bureau du CEC étudieraient ou développeraient une thématique qui devrait être définie par l'Assemblée Générale du CEC sur base d'un document de la Plateforme qui devra contenir des objectifs et des méthodologies d'actions soumises au préalable au bureau et au CA.

La plateforme ne pourra jamais être en contradiction avec le CEC, celle-ci étant uniquement un instrument au service du CEC.

## VIII. PERSPECTIVES DU CEC EN 2012

1. Le CEC sera impliqué dans les projets DAPHNE POVEL, PROGRESS Précarité et Droits Sociaux et PROGRESS Jobseekers (voir présentation au point VII du présent rapport).
2. Le CEC s'est positionné comme partenaire dans deux projets Leonardo Da Vinci Transfert d'Innovation;
  - Projet EFT "Entreprises de Formation par le Travail" porté par l' "Agency for Economic Development of Kostin Brod" qui aura pour objectif de transférer et d'adapter le concept du dispositif belge EFT en Bulgarie, Italie et Espagne. Le CEC aura comme rôle la mise en réseau et la dissémination des résultats du projet.
  - Projet "Recycling of Waste Electrical & Electronical Equipments" porté par le Département Provincial de l'Enseignement et de l'Environnement de Tekirdag en Turquie. Le projet aura pour but de promouvoir, développer et réorganiser les compétences des fonctionnaires, décideurs politiques, responsables en charge des secteurs de l'environnement et de l'enseignement pour :
    - σ Adopter la législation européenne pour les D3E
    - σ Adopter de nouvelles compétences pour le développement de l'Economie Sociale et le développement de nouveaux profils professionnels et d'activités dans le secteur de l'environnement.
3. L'appel à projet du Fonds Social Européen Roumain pour l'axe 6.4. : Initiative transnationale d'inclusion sociale devrait être lancé en mai 2012 et le projet Eurolab-Met pourrait effectivement débuter en septembre 2012 et ce pour une période de 3 ans.
4. Think-Tank du CEC-CET

Au cours du second semestre 2012, le CEC et le CET remettront un dossier à de nombreux parlementaires européens en vue de proposer un amendement au règlement du FSE 2014-2020. Cet amendement proposera de revoir un budget spécifique pour la coopération transnationale afin d'encourager la participation des Etats Membres. Plus particulièrement, nous suggérons de consacrer 3% ( $\pm$  500 millions d'€) du budget FSE pour des initiatives de coopération transnationales sur les thèmes de l'inclusion sociale. Ces initiatives devraient regrouper les pouvoirs publics locaux ainsi que les représentants du milieu associatif.

5. Séminaire "Quelles politiques d'inclusion sociale dans une société qui exclut ?" organisé par le CIEP du Mouvement Ouvrier Chrétien en collaboration avec le CEC. (10.02.12 Louvain-la-Neuve)

Ce séminaire sera l'occasion de réfléchir aux notions de précarité et de pauvreté. Quand peut-on estimer qu'une personne est en situation de précarité, selon quels indicateurs et édictés par qui ? Le séminaire sera également l'occasion de présenter des dispositifs et des expériences permettant aux publics marginalisés d'intégrer ou réintégrer le marché du travail.

6. Séminaire "Défis structurels du marché du travail ?" organisé par le CET en collaboration avec le CEC le 22 juin 2012 à Namur.

Le thème du projet « défis structurels du marché du travail » rencontre l'un des objectifs fondamentaux de la Commission européenne dans le domaine social : la stratégie européenne de l'emploi 2014/2020. Le CET veut, dans ce séminaire étudier quels sont ces défis et comment ils sont rencontrés par la stratégie 2014/2020. Cette analyse permettra de voir s'il convient d'infléchir ou d'accentuer certains aspects retenus par la stratégie. Par ailleurs, le séminaire étudiera particulièrement les défis rencontrés dans le marché du travail par les publics peu qualifiés et/ou marginalisés.

On examinera par exemple comment la stratégie européenne aborde le marché du travail inclusif, clé de la mise au travail de ces publics.

Le séminaire présentera également des expériences de remise au travail dans le cadre de l'économie sociale associative, en précisant la philosophie et les conditions de mise en œuvre.

Le séminaire donnera enfin l'occasion aux syndicats et au patronat européens de discuter leurs points de vue respectifs en la matière et de leurs éventuelles convergences. (illustration concrète du dialogue social).

7. Réalisation d'une newsletter semestrielle du CEC visant à informer les partenaires des activités du réseau et de ses membres.

## IX. EXPANSION DU CEC

L'association bulgare HORIZONTI a officiellement demandé d'adhérer au CEC au cours de l'année 2011. Cette adhésion a été acceptée et HORIZONTI deviendra membre effectif au courant du second semestre 2012.

L'Association HORIZONTI a pour but de soutenir la société bulgare dans son développement productif et créatif à travers un partenariat avec les gouvernements municipaux et les entreprises et à travers le développement et la gestion d'initiatives et de projets de partenariats.

Ses activités principales sont :

- Recherches, analyses, expertises juridiques, conseil et formation sur le transfert technologique et les innovations, sur la gestion du business, la gestion financière, les services de marketing, la gestion des ressources humaines pour le développement des petites et moyennes entreprises en Bulgarie.
- Conseiller, assister et instruire les entités commerciales bulgares pour atteindre les standards de gestion reconnus internationalement dans le domaine de la sécurité, de la qualité, de l'environnement et des conditions de travail, les bonnes pratiques de fabrication ainsi que d'autres domaines technologiques et de gestion
- Développement et mise en œuvre de projet
- Développement et gestion de différentes formes de formation

Pour en savoir plus : [www.investinsofia.eu](http://www.investinsofia.eu)

La Direction Générale de l'Assistance Sociale et de la Protection de l'Enfance du district 1 de la Municipalité de Bucarest a également marqué son désir de devenir membre du réseau CEC. Leur adhésion pourrait être effective en 2012.

Le CEC espère également faire adhérer des partenaires croates, danois, suédois et turcs au cours du second semestre 2012, ce qui permettrait au CEC d'obtenir le statut de réseau européen du point de vue de la Commission (minimum 15 pays adhérents) et ainsi pouvoir répondre à des appels à projets réservés à ce type de réseau.